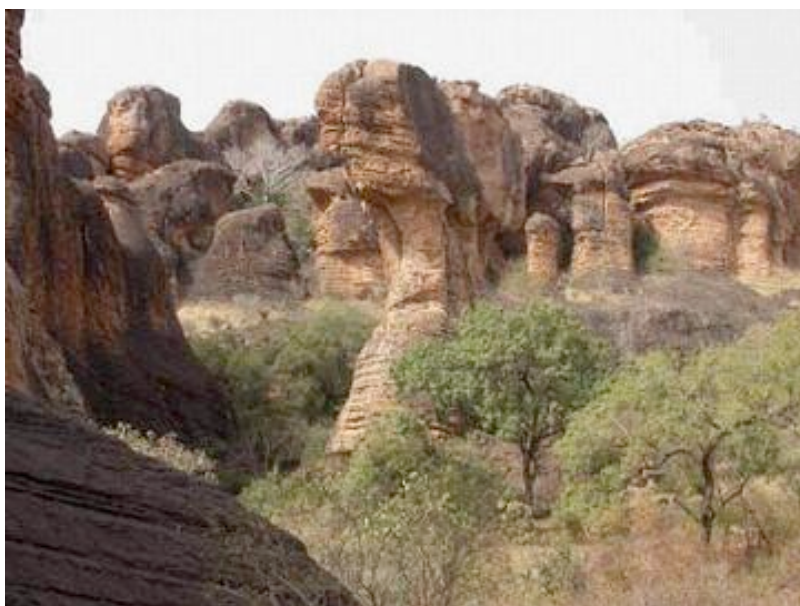


## Exploitation de forêts de Kita : Le ministre Agatam suspend le contrat des Chinois



Les Falaises de Kita (@ Photo Philippe Birnbaum)

En deux mois seulement (de janvier à février 2008), l'exploitation des forêts du cercle de Kita par les Chinois a fourni 243 tonnes de bois. Cette exploitation qui est au cœur d'une controverse vient d'être suspendue par le ministre de l'environnement après une visite dans la zone forestière. Mieux, le contrat d'exploitation fera l'objet d'une révision.

«Vous êtes venus éteindre le feu...Le pays est sous tension. Nous sommes des paysans et nous ne connaissons que l'agriculture. Ce que nous demandons est l'arrêt de la coupe des arbres qui menace notre activité. Hommes et femmes, tout le monde demande l'arrêt de ce chantier». Ainsi parlait le vieux Monzon Kamissoko, originaire du village de Segouna. L'assemblée devant laquelle il parlait était importante.

En dehors des habitants de la commune de Galé, situé dans la forêt du même nom à 50 km de Kita, il y avait le ministre de l'environnement et de l'assainissement, Agatam Ag Alassane. Il était suivi d'une délégation importante dont des ressortissants du cercle de Kita comme Moussa Léo Keïta, représentant des bailleurs de fonds et Mme Keïta Aïda Bow du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Fodé Kamissoko, maire de la commune de Galé, a raconté qu'au commencement du chantier chinois, il a été convoqué chez le chef de village : «Ils m'ont expliqué qu'ils sont venus pour exploiter le bois de vène (gueni en bambara). Ils m'ont dit qu'ils ont un contrat avec les autorités supérieures [...] Selon ce contrat, 20% des revenus sont distribués dans le cercle de Kita. La mairie y a sa part, le cercle et la région aussi ».

En réalité, le maire de la commune rurale de Galé est resté sur sa faim. Il a trouvé la part de la mairie assez dérisoire. C'est pourquoi il a abondé dans le même sens que le vieux Monzon : « La population pense qu'à ce rythme le pays ressemblera au Sahara. Si ça ne tenait qu'à nous, on arrête l'exploitation des pieds de vène».

Pourtant, l'arrivée des Chinois a été une aubaine pour d'autres villageois. «Il y a des jeunes de la commune qui travaillent sur le chantier. Nous avons donné une dizaine de personnes. Ils gagnent 1000 F CFA par jour. Des charretiers gagnent aussi de l'argent en transportant

du bois à Kita. Ils peuvent gagner jusqu'à 30 000 F CFA par jour lorsqu'ils réunissent leurs efforts», a expliqué Sao Kamissoko, chef de village.

Le conseil de cercle a aussi commencé à percevoir sa part des revenus générés par l'exploitation du bois. Mais là aussi on est loin de se réjouir de la situation. «Je ne garde pas en tête la somme exacte que le cercle reçoit de la vente du bois de vène [...] Mais récemment on a reçu de l'argent. Ce n'est pas, pour vous dire la vérité, une somme importante », a déclaré Mamadou Moustaph Sissoko, président du conseil de cercle de Kita. Ce dernier, même s'il a des réserves, n'est pas opposé au commerce du bois de vène : «C'est normal d'exploiter les ressources naturelles pour le bénéfice de la population. Cependant, il faut respecter les clauses du contrat».

Dans le contrat, il est recommandé de laisser au minimum une distance de 100 mètres entre les pieds abattus. «On ne doit pas laisser mourir les vènes qui ont atteint leurs limites. Ce n'est pas tous les pieds qui sont concernés. Ceux ayant atteint un certain diamètre sont pris en compte, et le contrat recommande 4 pieds à l'hectare. Cela n'est pas destructif», a soutenu Mamadou Kamissoko, aménagiste et contrôleur du chantier. Toutefois, le contrôleur a fini par avouer au ministre qu'il a souvent constaté des dérogations aux clauses du contrat.

L'échange entre la délégation du ministre et la population de la commune de Galé a duré un peu plus d'une demi heure. A Kita également, un entretien a réuni les représentants de plusieurs associations et personnalités du cercle autour du ministre de l'environnement et de l'assainissement. Chacun a dit ce qu'il pensait de la situation. Le constat général fait est que presque tous les ressortissants de la zone ont pris conscience de l'importance des forêts.

«Vous savez, Kita est le dernier rempart du Mali. Si les forêts qui s'y trouvent venaient à disparaître, il ne nous restera plus rien», racontait en aparté un agent forestier. Alors que d'autres expliquaient au ministre qu'il y a, pour l'instant, plus de peur que de mal. «Avant de venir sur le chantier, je pensais pouvoir découvrir des dégâts plus importants», a raconté un agent forestier membre de la délégation venue de Bamako.

Mais les natifs de Kita se plaignent beaucoup. «M. le ministre, il faut arrêter tout ça, sinon il n'y aura plus d'arbres dans cette zone. Ils ont tout coupé», a déploré Sekou Fily Dabo, représentant des ressortissants de Kita à Bamako. C'est en effet eux qui auraient levé le lièvre, étonné devant l'importance de la quantité de bois stockée à Bamako prête à être expédiée en Chine. C'est ainsi qu'ils ont dénoncé le caractère abusif des exploitants.

Face à ses interlocuteurs, Agatam Ag Alassane a décidé de suspendre le travail des Chinois. «J'ai décidé de suspendre le chantier des Chinois en attendant. Je pense qu'on doit faire une évaluation pour savoir si nous devons arrêter définitivement. Si nous devons continuer, comment faudra-t-il faire pour concilier les besoins d'exploitation et ceux de la protection de l'environnement», a dit le ministre.

Au-delà du problème des Chinois, Agatam a constaté que la population elle-même fait plus de dégâts sur les ressources forestières. En défrichant les champs, les habitants de la zone abattent de nombreux arbres en les privant de leur sève par le moyen d'une entaille dans l'écorce sans oublier les feux de brousse précoces.

Soumaila T. Diarra  
Envoyé spécial.